

Syndicat National des Personnels de l'Education et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire



Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
Site : www.snpespjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 30 avril 2014

Tous unis contre l'austérité, tous ensemble dans la rue le 1^{er} Mai

Le nouveau premier ministre, vient de préciser sa politique pour les années qui viennent. Cette politique se traduira par une austérité renforcée, des sacrifices et des reculs sociaux amplifiés pour les salariés et de nouveaux cadeaux pour le patronat. Elle aggravera la précarité tout en poursuivant de fragiliser les services publics et le lien social.

Cette politique d'austérité alimente le terreau sur lequel grandissent les idées les plus réactionnaires, le repli sur soi et la peur de l'avenir. Dans toute l'Europe, les idées d'extrême droite trouvent un écho en avançant des fausses solutions, dangereuses, en faisant mine de reprendre à leur compte les aspirations des salariés !

Le premier ministre reprend à son compte l'argument sur le « coût du travail » défendu par le MEDEF. Thème dominant dans le débat public mais qui n'aborde jamais la cause réelle de la crise actuelle : celle du coût du capital et de la financiarisation de l'économie.

Le MEDEF rêvait d'en finir avec le financement de la sécurité sociale, par le biais des cotisations sociales : le nouveau Premier Ministre l'impose dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. Tout comme il impose le pacte de responsabilité dans un vote global qui ne laisse aucune autre alternative.

Les quelques mesures à caractère social lâchées au dernier moment sont de bien maigres compensations par rapport aux cadeaux fiscaux et régressions sociales contenues dans le pacte de responsabilité.

Pour sortir de la crise c'est une toute autre politique qu'il faut mettre en place. D'autres alternatives existent et sont possibles : elles passent au contraire par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux et par une politique d'investissement dans l'emploi, par une répartition des richesses et un renforcement des services publics. Plus que jamais ils doivent pouvoir jouer leur rôle pour limiter les conséquences des inégalités sociales par l'accès aux droits fondamentaux de tous.

Le ministère de la justice et la PJJ n'échappent pas à l'austérité budgétaire. Dans ce contexte, les conditions de travail des personnels et la qualité des missions sont gravement compromises. A cela s'ajoute, comme pour tous les fonctionnaires, le gel du point d'indice et l'absence de perspectives d'amélioration statutaires pour les personnels. D'ores et déjà une journée de mobilisation et de grève intersyndicale est prévue le 15 mai dans la Fonction Publique. Mais dès demain, le SNPES-PJJ appelle les personnels à participer massivement aux côtés des autres salariés aux manifestations du 1^{er} Mai pour lutter, unis contre l'austérité.

Pour connaître les lieux de rendez-vous et de manifestations pour la journée du 1^{er} Mai, vous pouvez aller sur le site de la FSU : <http://www.fsu.fr/Journee-du-1er-mai-2014.html>